

La journée d'animation des territoires du 23 novembre 2020 qui s'est déroulée en visioconférence à la vue des conditions sanitaires. Cette journée a été portée par 5 structures principales que sont l'UNADEL, l'IRDSU, le carrefour des métiers, la république française et par l'agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT). Avant de rentrer dans l'organisation et les thématiques abordées, voici une brève présentation des structures organisatrices :

- L'UNADEL est l'acteur majeur de cette journée, un réseau national regroupe les différents territoires autour d'un projet commun, à savoir la promotion et la reconnaissance des territoires, comme un élément essentiel au développement local. Espace libre et d'éducation populaire cette structure se veut aider les acteurs par la création et le partage de ressources, de formation ... organisés dans le territoire national. De plus l'UNADEL organisent des journées ou événements afin de rassembler les acteurs du développement local, et ainsi permettre des échanges de pratiques et susciter des propositions communes à l'attention des pouvoirs publics. Enfin L'Unadel joue un rôle de veille et accompagne/forme les acteurs aux pratiques dites participatives et partenariales (UNADEL, 2020). Ainsi le but pour l'UNADEL est d'éveiller la cohésion des territoires autour de projet structurant afin de favoriser une approche horizontale, par le citoyen qui devient lui-même acteur de son territoire. Il devient donc question quand on s'y intéresse plus précisément au mode d'habiter dans les territoires en fonction des préoccupations de chacun.
- L'IRDSDU se veut lui aussi depuis 1997, à travers des réseaux à différentes échelles du local au national, favoriser et structurer les échanges, mais aussi promouvoir les expertises des professionnels du développement social en ville. Ainsi les outils et le partage des ressources permettent de structurer par ailleurs les aménagements et les projets qui émanent des acteurs du développement et des territoires (IRDSU, 2020).
- Créée en janvier 2020, l'agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT) est le partenaire clé pour les collectivités locales. La volonté de l'État est d'être plus en lien et s'adapter au maximum aux besoins de chaque territoire. Ainsi l'agence procure aux territoires les ressources et les outils nécessaires à la création de projet, tel qu'un accès facilité à l'ingénierie, des aides techniques et financières, ou des partenariats. La finalité est d'aider les collectivités à faire face aux nouveaux défis tel que le besoin de mobilité, la transition énergétique et écologique, le changement climatique, une couverture de l'ensemble des territoires par une connexion internet ou téléphonique, etc (ANCT, 2020).
- Enfin l'état prend en considération les besoins des territoires, cette demande est accrue depuis la crise des gilets jaunes avec le débat citoyen. Les élus se sentant parfois abandonnés, passent par les structures citées précédemment afin de porter des projets innovants pour les territoires, en vue d'une réponse plus globale. Certains auteurs parlent parfois de « glocal » (Planel, 2015).

Ainsi la journée des territoires est un temps de partage à travers une approche systémique des différentes composantes des territoires (environnemental, économique, social et culturel). Organisée depuis 2017 ces rencontres sont ainsi

l'occasion d'échanger sur les espaces, les logiques différentes en fonction des connaissances et compétences de chacun.

Cette journée nous a mené à la découverte de concepts tels que celui de la résilience, de développement local, des biens communs territoriaux et celui d'habiter. Le matin, nous a été présenté par deux intervenants les composantes de chaque concept.

Le concept de résilience était le thème majeur abordé, il provient de la capacité des territoires à s'adapter et à être réactif face à la crise sanitaire que l'on vit actuellement par exemple. La production artisanale de masques est un des éléments majeurs de l'initiative collective. Cette notion de résilience peut s'appliquer à une multitude de choses telle que la résilience d'une forêt à une catastrophe climatique. La résilience est la capacité d'anticiper les chocs et les perturbations de différentes natures pour en minimiser les impacts. C'est aussi la capacité de rebondir en préservant ce qui est essentiel, induisant une perte effective d'autre part. c'est un concept d'articulation entre pérennité et transformation (Villar, 2020.)

L'autre thème était les modes d'habiter à travers le développement local et la question « des communs territoriaux », dont Romain Lajarge professeur d'aménagement à l'université de Grenoble nous a parlé durant la matinée du 23 novembre (Journée des territoires). Le thème d'habiter est apparu central puisque les territoires ruraux se sont vu accueillir des flux de populations lors du confinement. Les personnes cherchant la liberté, un contact avec la nature et des produits alimentaires locaux ou traditionnels. Le thème de l'après-midi était centré sur les formes que peut prendre cette résilience sur les territoires à travers de la coopération, de la co-construction, et l'implication des citoyens sur les économies à différentes échelles. La créativité de l'ensemble des acteurs du développement et des citoyens a été mise en exergue face aux nouveaux défis édictés précédemment tel que le changement climatique, la pression de l'urbanisation, la transition écologique, etc. Ainsi de nombreux exemples ont été évoqués.

Mais avant tout, cette journée a été marquée par les centaines d'acteurs qui se mobilisent pour le développement de nos territoires. Ainsi j'ai pu être stupéfait par le nombre de structures représentées, la grande diversité de territoire et les fonctions de chacun.

Ainsi pour être bref, voici les principaux intervenants qui ont témoigné lors de la journée des territoires :

- Claude Grive, le président de l'UNADEL qui a introduit et conclu cette journée.
- Khalid Ida Ali, président de l'IRDSU qui a tenu des propos introductifs.
- Joël Giraud, le secrétaire d'État chargé de la ruralité, qui a introduit l'importance de la journée des territoires.

Et ensuite les intervenants de la journée :

- Matin : Calara Villar de la DREAL Aura et Romain Lajarge professeur d'aménagement à l'université de Grenoble.
- Après-midi : Guillaume Faburel, professeur d'urbanisme à l'université de Lyon, ensuite Claudy Vouhé de l'association "Genre en action », Dominique Potier, député de Meurthe et Moselle, agriculteur bio et enfin Sophie Fresquet, responsable économique à Troyes Champagne métropole.

Une liste ne serait pas utile toutefois, il convient de remarquer et de noter l'effusion d'acteurs et de territoires. Plus de 300 personnes étaient inscrites à cette journée. Selon un sondage réalisé lors de cette journée, les profils sont divers ainsi : il y avait environ 13 % d'étudiants, seulement 4 % d'élus, les profils les plus représentés étant les salariés d'association avec 25 % et des professionnels du secteur privé avec 21 %, et 21 % de citoyens. En termes de zonage géographique, l'ensemble des territoires était présent avec 25 % pour le quart nord-ouest, 21 % pour le quart sud-est et le sud-ouest, 21 % pour l'île de France et 13 % pour le quart Nord du territoire national. Les territoires d'outre-mer étaient quant à eux peu présents.

En résumé des chercheurs étaient présents, des salariés de structure privée ou publique, des citoyens engagés dans des associations ou non, des étudiants figurent d'espoir pour l'avenir des territoires, des élus, etc. Cette mobilisation et participation autour de l'action collective s'est accrue durant le confinement, et le covid a par ailleurs permis de révéler des sujets enfouis. La journée des territoires a donc été une opportunité d'échanger sur de nombreux sujets.

Après la présentation des structures, des thèmes et acteurs, de la journée, voici une présentation des différentes séquences de la journée.

- **Le départ de la journée s'est effectué aux alentours de 10h00**, avec une prise d'antenne en visio-conférence. Le président de l'IRDSU et UNADEL et le secrétaire du ministre de la ruralité ont tenu des propos afin d'introduire la journée et de lancer le débat et les sujets à traiter. L'importance et le soutien de l'ensemble des acteurs ont été notifiés.
- **Ensuite à 10h45, nous avons eu accès à une conférence sur le thème « de la résilience des territoires face aux crises », jusqu'à 12h30.** Se sont succédés deux intervenants à savoir Clara Villar et Romain Lajarge, sur des concepts et notions.

Clara Villar a présenté le concept de résilience dans une approche systémique. Elle a ainsi introduit quelques repères afin de connaître la provenance du concept. La résilience, thème central de son intervention, a connu de nombreuses évolutions, appropriation par la physique et par la psychologie dans les années 70 (Emmy Werner), elle a été employée au sein de l'économie et des écosystèmes avant de traiter des thématiques plus générales tel que la biodiversité, le changement climatique et les transitions. La notion ayant été définie auparavant, nous passerons directement au questionnement dont nous fait par l'auteur à l'égard de la résilience. Ainsi au sein de son discours l'auteur aborde la résilience comme une ressource permettant d'appréhender, de faire et de s'adapter ensemble à des situations complexes, l'exemple donné est la crise sanitaire. Le concept est ici porteur d'espoir, vecteur d'une solution en vue d'améliorer ou de modifier un ou des systèmes qui sont défaillants. Clara Villar nous dit que c'est une notion riche et intégratrice qui se doit d'être respectueux du territoire, à travers une approche systémique et non en « silo » (sectoriel). Elle nous prévient sur les risques associés à ce concept tel que la subjectivité, une nécessité d'évolution de nos modes de pensée et un respect de l'éthique en interrogeant les finalités de l'action. Après cette mise en garde, elle continue son avancée en expliquant les leviers et les moyens d'agir des acteurs par l'application ou la mise en place d'outils, de supports et dispositifs pour gérer les crises. Il existe de nombreux leviers que l'on doit contextualiser et enrichir avec les éléments

et les ressources propres à chaque territoire. D'autres éléments nous sont apportés par l'auteure, elle place ainsi le citoyen au centre de cette démarche en montrant par de nombreuses initiatives son rôle. La démarche de concertation citoyenne apparaît comme l'élément fondateur de la résilience, il faut interroger les territoires afin d'identifier les problèmes majeurs et trouver une solution collective par des démarches innovantes, et continuer à inventer des modes d'association des populations. Toutefois un cadrage par des acteurs du développement territorial est nécessaire afin de ne pas mener des politiques déconnectées de la réalité, ou un effet de privatisation lors de grandes crises par des Lobbying. Une articulation saine est donc à trouver entre les parties prenantes, tout en veillant à positionner l'action publique à la bonne échelle. Enfin L'auteure ouvre la discussion en donnant son point de vue au regard de la crise actuelle en faisant un parallèle avec les leviers de la résilience. Elle conclut ses propos, la situation actuelle n'est pas favorable aux vues de nombreuses observations (fragmentation, dégradation des liens, situation de stress, peu de projection à long terme...). Elle pense que le terreau de la résilience se situe au niveau local, et un repositionnement des politiques publiques dans son ensemble est nécessaire. Les sujets de discussion qui apparaissent sont comment recréer un climat propice à la résilience ? les initiatives collectives sont-elles suffisantes pour avoir un effet levier ? et les territoires sont-ils en mesure de s'en saisir.

Romain Lajarge, complète l'intervention de Clara Villar. Il commence son discours en disant que la crise est sanitaire, et qu'elle entraîne aujourd'hui une crise économique et sociale sans précédent. Il perçoit les territoires comme des éléments ou on doit être serein et ne pas avoir peur. Le covid est selon, lui comme pour Clara Villar révélateur d'une déstructuration du temps, du travail, du lien social, etc. Il voit en la résilience, Monsieur Lajarge voit en la résilience un moyen de répondre aux petites et grandes perturbations. Ils donnent l'exemple du Pays Basque qui vient de publier 9 éléments d'analyse de la crise pour faire du développement local. Dans son développement, il développe le concept d'habitabilité, avec l'exemple de territoires répulsifs durant le covid. Selon lui, le confinement a mis en exergue des territoires qui sont peu adaptés (villes) et remet en cause l'urbanisation constante. Ainsi les citoyens ont cherché un cadre de liberté, de nature et de sérénité, de nombreuses personnes se sont donc déplacées dans les campagnes (maison secondaire). Une tendance aux besoins de liberté confirmée puisque l'achat de maisons secondaires ne fait que croître pour atteindre 3,6 millions en 2019 contre 3,1 millions en 2009 (Godoy, 2020). La question de l'aménagement est donc à revoir entre les villes et les campagnes qui accueillent ces nouveaux flux de population.

Romain Lajarge évoque le besoin de revoir la décentralisation en replaçant les territoires au centre de l'action puisque en adaptant les actions et les politiques à chacun. Le sujet de discussion serait ici de revoir l'aménagement et la position de l'État qui résiste et ne s'adapte pas (Lajarge, 2020). Dans un troisième temps, l'intervenant vient définir la notion de biens communs territoriaux, inspirer des communs de Elinor Ostrom en 1991 (théorie des communs). Les biens communs se proposent ainsi de transcender toutes catégories et aller chercher des modalités nouvelles d'agir, sans être en opposition avec l'action publique et privée. Ainsi les biens communs territoriaux sont intéressants, si on les considère comme un troisième ordre avec un état de paix et une juste répartition du fructus (richesse) afin d'éviter les rapports de force. Le PNR du Verdon mène par exemple des actions sur la sauvegarde du patrimoine.

Dans un dernier temps Romain Lajarge a évoqué le développement local qui lui permet aussi de répondre à des problèmes majeurs. Le développement local c'est agir en commun et par l'action collective, décider en fonction des échelles des compétences, des droits et devoirs, et enfin transformer le tout en action par l'ensemble des acteurs. Il est donc temps selon lui de faire confiance aux territoires. Le développement est un moyen de remonter aux acteurs qu'il est essentiel d'intégrer dans la société du progrès.

Cette matinée nous a ainsi permis de voir plusieurs concepts que sont habiter, la résilience, le développement local et les biens communs territoriaux. Une première base théorique, introductive afin de commencer les ateliers.

- L'après-midi s'est déroulée en 2 parties, avec en première partie des ateliers sur le thème « des ingrédients de résilience pour l'avenir des territoires » (Unadel, 2020). Les ateliers ont traité des formes d'actions publiques, à travers de l'implication collective, la possibilité de développer d'autres économies, enfin les initiatives qui permettraient de réduire les fractures territoriales et sociales par le développement d'agir. **Ces ateliers ont commencé à 14h et se sont terminés à 15h30.**
- Ensuite une séance autour de regards croisés a eu lieu sur « les grandes mutations en cours dans les territoires » (Unadel, 2020) **de 15h45 à 17h30.**

Les ateliers : Pour ma part j'ai souhaité intégrer l'atelier 2 sur le thème « repenser la démocratie par l'implication, la co-construction et la participation des habitants.

Les outils de participation connaissent un nouvel essor, avec une demande croissante d'une économie qui est l'écoute des acteurs et des citoyens. Il s'agit ainsi de répondre à la demande des citoyens et d'éviter les déviations que l'on a connu par exemple pour les élections municipales. Les questionnements sont les suivants : comment redonner un second souffle à la démocratie en crise par des espaces de participation citoyenne ? Quels sont les freins et les limites ? Et comment tout cela s'articule avec les instances de démocratie représentative existante ?

Laure-Emilie Angevin, directrice de projet à la région Centre-Val de Loire, nous a fait part de son expérience à travers un projet. L'enjeu est la mise en place de politique publique adaptée, et de répondre d'autre part aux objectifs formulés dans le SRADDET (Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Égalité des Territoires). C'est un document de planification qui fusionne plusieurs documents/schémas existants, tel que le SRCE, LE PRPGD, SRCAE, etc. C'est un document prospectif et intégrateur, il fixe les objectifs à moyen et long terme sur différents thèmes, il varie selon les régions.

Ainsi Laure-Emilie Angevin, nous a parlé du changement climatique qui est un défi inédit, auquel on doit donner une réponse inédite sans précédent. Ainsi la formulation de projets doit passer une démarche de consultation des citoyens et des parties prenantes, il y a une coresponsabilité, c'est un passage de l'action de « de tous, pour tous ». Ainsi une coopération régionale a été menée avec un engagement pris par les acteurs du territoire et des financements à la clé. Le but de ce type de projet est de mobiliser l'ensemble des acteurs, pour une intégration totale dans les territoires. Toutefois on observe beaucoup de demande, le but est de savoir comment y répondre tout en limitant la frustration de toute une partie de la population. Des démarches de transparence et pédagogie sont employées par les professionnels afin de faciliter la clarté du projet. Des groupes de travail sont aussi menés sur des thèmes bien précis,

pour permettre d'en faire ressortir des éléments essentiels, le risque est de ne pas trouver d'accord, un consensus est souvent trouvé pour essayer de répondre aux besoins de tous.

Yves Londechamp (coordination nationale des conseils de développement), complète en disant qu'effectivement il est nécessaire de consulter le citoyen, mais il nous avertit de l'importance de ne pas oublier la démocratie représentative des instances et organismes traditionnels en place. Il faut trouver un juste milieu entre l'argumentation et le fait d'imposer les choses, le rôle de médiateur est parfois nécessaire. Ainsi selon lui, il est nécessaire de continuer à sensibiliser les citoyens qui sont porteur de projet intéressant, et les intégrer au sein d'associations par exemple, pour qu'ils puissent se tenir informer (source d'éducation populaire). Les citoyens ont de nombreuses expériences à nous faire partager.

Ainsi Yves Londechamp donne deux exemples d'espaces de citoyenneté tels que les conseils de quartier qui permettent d'associer des habitants d'une grande ville (plus de 80000 habitants) à la gestion municipale. Ils ont été créés par la loi Vaillant en 2002, et est relative à la démocratie de proximité.

L'autre exemple est le conseil de développement initié par la loi Voynet, ce sont des espaces de dialogue où se retrouvent la société civile et les élus à l'échelle de communauté de communes ou de territoire de projet, qui permet d'apporter un regard transversal aux politiques de la ville (obligatoire pour les villes de plus de 20 000 habitants).

Ces outils de démocratie de proximité sont garants de problématiques concrètes. Ainsi la multiplication de ces dispositifs et bien d'autres ont eu lieu, ils rassemblent de nombreux acteurs dont les citoyens sont les représentants majeurs avec comme point de départ la concertation jusqu'à la co-construction.

Yves londechamp nous donne une référence importante, à savoir l'ouvrage de **Michel Dinet**, qui se nomme « réenchanter la démocratie », il retrace par de nombreux entretiens avec le journaliste Noël Boutier, que le politique peut-être un facilitateur de coopération et de liens sociaux, il se veut proposer une vision d'une démocratie réenchantede par les initiatives et par les talents des habitants des territoires. Ce sont sur ces propos que l'atelier se termine. Ainsi l'ensemble des personnes de l'atelier dont moi, perçoivent un espoir autour de cette nouvelle de coopération et d'action collective.

La dernière séquence de la journée, a pour but de porter un regard croisé « sur les grandes mutations en cours dans les territoires » (UNADEL). Les 4 intervenants sont Claude Faburel, Claudy Vouhé, Dominique Potier et Sophie Fresquet.

Quels sont 3 grandes mutations des territoires ?

Les 3 grandes mutations qui ont été évoquées sont l'évolution des modes de consommation, avec une société de plus en plus connectée, ensuite le rapport entre la ville et la campagne et les mobilités, qui se sont reposés pendant le confinement, puisqu'une partie de la population est partie se réfugier dans les campagnes (exode urbain déjà commencé avant la crise sanitaire et télétravail durant le confinement). Enfin une mutation sur la participation citoyenne qui se veut de plus en plus prégnante dans les projets de territoire.

Qu'est-ce que la période apporte ou conforte (initiatives ...) ?

La période vient asseoir la transition écologique, un lien est fait en permanence que ce soit pour la santé, pour l'alimentation (ex : de l'assiette à la planète) et la nature. De plus, le covid met en lumière le principe d'égalité à travers les valeurs et la solidarité ville-campagne. Il conforte toutefois que notre démocratie est trop sectorielle, et peu adaptée au fonctionnement actuel, avec une montée croissante de la participation citoyenne (prise de conscience = initiatives).

Les évolutions à envisager pour que cela s'incarne dans les territoires ?

Il faudrait envisager tout d'abord une refonte des relations villes-campagnes à travers l'accueil, les mobilités, l'alimentation, les logements, etc. De plus ce système actuel en place est défaillant il faut repenser les formes d'actions par de la coopération de la co-construction, une volonté plus horizontale d'agir avec des collectivités, facilitant l'agir.

La pertinence de la notion de territoire à redéfinir et la question du hors cadre ?

Il faut simplement un cadre réceptif à taille humaine de politiques variées venant de différentes échelles, et un creuset où naissent des façons de vivre et de produire, de voir la nature, le territoire comme un véritable laboratoire. Les politiques les plus efficaces sont les politiques de proximité (conseil de quartier, conseil de développement), de coopération (ville/campagne) et d'incitations à agir.

Ainsi de nombreuses connaissances ont été apportées et des expériences ont été évoquées à travers différents thèmes de discussion.

Durant la matinée, les questions et sujets de discussion ont tourné principalement sur le rapport entre la dégradation de la biodiversité et le virus. Ce sujet controversé reste à éclaircir, peu de réactions, mise à part celle de Bruno Latour qui dit « il faut politiser la question de la nature et la remettre au centre de la terre.

Les autres questions se sont tournées vers le fructus. Clara Villar, nous dit qu'il faut se tourner vers une mutualisation et non pas vers l'individualisme. Romain Lajarge complète les propos en disant qu'il faut trouver un nouveau processus d'identification. Enfin les propos se sont terminés sur la collapsologie (étude des effondrements des sociétés), il est question ici que les scientifiques ne dictent pas les politiques publiques mais servent d'accompagnement, avec une juste mesure.

Ainsi le sujet principal de la matinée était la résilience et habiter dans son territoire avec une approche par le développement local et par les biens communs territoriaux. L'approche par l'action collective a été envisagée ici comme une démarche de coopération et de co-construction de projet en vue de résoudre des problèmes défaillants de petites ou de grandes ampleurs.

Les deux interventions de l'après-midi sont venues conforter l'intérêt d'agir en collectif par des initiatives et de la coopération entre acteurs. De plus un nouvel élément a été apporté il s'agit de l'ingénierie qu'il ne faut en aucun cas oublier et un cadrage par les instances de démocratie représentative existantes. Il y a une nécessité de construire ensemble les projets. Ce sont Yves Londechamp et Laure-Émilie Angevin qui ont apporté ces éléments. Des ajustements sont ainsi parfois nécessaires. La démocratie participative est vécue comme un tremplin vers la résilience, lorsque le contexte est stable.

Par ailleurs (selon Claudy Vouhé, Guillaume Faburel, Guillaume Poitier et Sophie Fresquet) le confinement a été révélateur d'une transition écologique qui s'inscrit durablement dans les citoyens, des relations ville/campagne défaillantes avec des éléments à revoir tel que les mobilités, l'alimentation... et une participation citoyenne croissante.

Les questionnements et les débats sont les suivants pour l'après midi :

- Le dialogue social dans les entreprises n'est plus organisé est-il possible de le refaire ? et les espaces de vie sont-ils ré-organisables par les ressources dont les gens disposent ? (Franck Joubert, groupement d'employeurs Aquitaine)

Potier : Les syndicats sont démunis, alors qu'ils devraient être acteurs de développement par la réalité et les conditions en entreprise et ailleurs. Il faut donner les clés aux jeunes générations.

Guillaume Faburel, selon lui les institutions n'agissent pas assez, il faut savoir parfois agir directement. La question de la relocalisation des entreprises se pose mais n'est pas la solution la plus efficace. Sophie Fresquet ajoute que les populations ne sont pas toutes prêtes à revoir des industries dans les territoires. Selon Claudy Vouhé il faut savoir faire du glo-cal, entre des généralités et des adaptations à l'échelle locale.

Malgré ces réponses, la question de la pertinence de la relocalisation se pose. D'autres questions restent évasives ou sans réponses concrètes pour le moment tel que : comment retrouver un cadre de stabilité pour que les territoires puissent évoluer vers une résilience ? Quels moyens seront mis en place pour replacer les relations villes/campagnes au centre des intérêts ? Les initiatives de coopération et de co-construction sont-elles durables ? L'état sera-t-il donné une nouvelle impulsion en vue d'accompagner les collectivités et les projets de territoire ?

Dans l'ensemble, les acteurs ne se sont pas contredits, et semblent tous aller dans la même ligne directrice. Des manques ont été signalés en termes de temps de parole et de sujet à exposer, mais le nombre de participants et le temps limité n'ont pas permis une autre configuration. Pour compléter les éléments et les notions évoqués durant cette journée, un page Framapad a été ouverte pour que l'ensemble des acteurs puissent y déposer des ressources bibliographiques. Pour les participants, cette journée a selon eux été une véritable réussite et un mode de concertation qui pourra être réitéré.

La journée des territoires a été pour moi un nouveau moyen d'agir que je ne connaissais pas. Une association que je souhaiterais intégrer à l'avenir, de part ces missions et par ma volonté de m'engager pour le développement local des territoires à travers de nouvelles alternatives.

Je n'ai pas découvert de notions, toutefois cette journée m'a permis de les approfondir grâce à des dires d'experts, et ainsi mieux appréhender la signification de chacun. Le concept de résilience était celui que je maîtrisais le moins, un apport significatif a donc été fait. De plus il s'agit d'un concept que j'apprécie particulièrement parce qu'il est actuel et qu'il peut s'appliquer à de nombreuses situations, systèmes, etc. Les éléments qui m'ont étonné sont la culture des intervenants qui connaissent vraiment leur sujet, et un nombre d'acteurs et de territoires très important. La diversité des acteurs était étonnante, et l'émulsion qui en ressort l'était tout autant. La journée m'a plu, les conditions de réalisation sont à prendre en compte, toutefois j'aurais souhaité

un temps de parole supplémentaire afin de pouvoir m'exprimer car je n'en ai pas eu l'occasion. Les ateliers étaient toutefois une méthode intéressante en collectif réduit, permettant de préciser les éléments que nous souhaitions approfondir selon nos préférences. L'élément majeur que je retiens, est la théorie des biens communs d'Elinor Ostrom, que je vais pouvoir réutiliser dans mon mémoire pour expliquer l'approche de la gestion de l'eau, par la pratique des canaux d'irrigation.

Les grands sujets de préoccupation sont la capacité des territoires à devenir résilient, face aux nouveaux défis majeurs (changement climatique, les transitions...), des sujets que je pourrais réutiliser lors de mon stage. De plus, j'ai aussi identifié un besoin de participation citoyenne et une coopération dans les projets, car l'état est défaillant aujourd'hui, il faudra donc revoir la gouvernance et les moyens octroyés aux vues de la situation actuelle. Enfin les relations ville/campagne sont aussi un des sujets majeurs de cette journée, puisque, on constate un manque de logique entre les deux en termes de mobilité, d'alimentation, etc.

Les notions à questionner sont la théorie des biens communs territoriaux, qui est intéressante mais peu aboutie pour le moment. Il faudra trouver un véritable champ d'application et les bénéficiaires de ce concept.

On peut questionner aussi l'efficacité des modes de gouvernance actuelle, et voir dans les démarches de coopération et participation citoyenne, une nouvelle notion à approfondir, par des expériences et des méthodes d'évaluation.

Ainsi les grands enjeux du développement territorial sont la durabilité des pratiques collectives, une résilience à adapter en fonction des ressources des territoires, une refondation des liens entre villes et campagnes et une urbanisation à maîtriser. Ces enjeux devront prendre en compte la préservation des milieux et du patrimoine et un objectif de zéro artificialisation des sols.